

Syrie : un accord impérialiste, une révolution populaire orpheline

jeudi 16 mai 2013, par [NAISSE Ghayath](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mai 2013).

Par ses implications géopolitiques régionales, la situation syrienne a « désorienté » plus d'une fraction de la gauche internationale, dont une partie pris fait et cause en faveur d'une dictature meurtrière et contre un peuple qui se fait massacrer au quotidien.

Le dernier en date, contre des dizaines de civils de la ville côtière Baniyas, date du 4 mai, mais est quasiment passé inaperçu en raison des raids israéliens contre des positions de l'armée gouvernementale à Damas les 4 et 5 mai. La riposte du régime à ces raids s'est limitée, comme d'habitude, à une déclaration : le régime se réserve le droit de répondre en temps et lieu voulu.

Parmi les objectifs de ces raids israéliens, la volonté de l'État sioniste de détruire - ou d'affaiblir - les capacités militaires du pays, pour que le prochain régime, quel qu'il soit, soit très faible militairement et économiquement et ne constitue plus une menace. Ces raids enjoignent aussi au régime de ne pas livrer d'armes stratégiques au Hezbollah, le secrétaire général de ce dernier ayant annoncé dans un discours le 30 avril son soutien absolu au régime de Bachar El-Assad.

Curieusement on n'a pas enregistré de contestation israélienne ou occidentale de son engagement militaire au côté de l'armée et des milices de la dictature, notamment aux environs de Homs où ces dernières remportent depuis un mois des victoires militaires importantes contre les forces populaires révolutionnaires armées.

Jeu des puissances

Dans ce contexte s'est tenue la rencontre de Moscou entre les deux administrations russe et américaine. Les deux plus grandes puissances impérialistes se sont finalement accordées le 7 mai pour « *trouver une solution politique au conflit* » et organiser « *au plus vite une conférence internationale sur la Syrie* » en « *encourageant le gouvernement syrien et les groupes d'opposition à trouver une solution politique* », sans poser en préalable le départ d'Assad. John Kerry a toutefois déclaré le lendemain que Bachar El-Assad n'a pas sa place dans « *le gouvernement de transition* ». Le sort du dictateur reste flou, mais son départ ne conditionne plus les négociations.

Hormis cela, le nouvel accord n'apporte rien de nouveau par rapport au plan de Genève de juin 2012, sinon 30 000 morts supplémentaires.

Pourquoi cet accord maintenant ? Ce n'est certainement pas le massacre du peuple syrien depuis plus de deux ans, car le ministre d'État américain a précisé que « *les États-Unis pensent que nous partageons des intérêts très importants sur la Syrie, notamment la stabilité dans la région et le fait de ne pas avoir d'extrémistes qui créent des problèmes dans la région et ailleurs* ».

Effectivement, la victoire de la révolution populaire aura certainement des percussions stratégiques sur le devenir des révolutions en cours dans la région et surtout sur les pays du Golfe alliés de l'impérialisme américain. Cela explique qu'aucune aide réelle n'ait été apportée pour la victoire de cette révolution, tandis que les pétromonarchies n'ont aidé que les groupes islamistes minoritaires et réactionnaires.

Une opposition isolée

L'annonce de l'accord russo-américain a eu un effet déstructurant sur l'opposition politique syrienne. Celle-ci est, pour une partie d'entre elle, liée à l'Occident et aux pétromonarchies - le Conseil national syrien et la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition, deux formations dominées par les Frères musulmans et ses alliés - et pour l'autre liée aux Russes - le Comité de coordination national des forces du changement démocratique. Entre les deux oscille une myriade de groupes libéraux et de gauche staliniens, qui tentent de trouver un espace dans le jeu politique, notamment l'écrivain Michel Kilo qui a tenu un congrès au Caire les 11 et 12 mai annonçant la création de l'Union des démocrates syriens. Il a proposé de s'intégrer à la Coalition nationale en échange de 25 sièges en son sein, un moment politique où l'opposition aura montré encore ses limites et son réel isolement du peuple.

Le temps social est autre. La résistance armée s'est retirée de quelques villages de Homs, mais elle a avancé au nord et à l'est du pays. Les couches populaires créent de plus en plus leurs organes d'auto-administration par en bas. Les manifestations populaires continuent malgré la destruction et les bombardements. Le peuple révolté pour la liberté, l'égalité et la justice sociale, sait par expérience et conscience que le prix à payer dans le cas - impensable - du maintien du régime d'Assad, serait beaucoup plus élevé que son renversement. Il lui incombe de l'abattre. La révolution continue.

Ghayath Naisse

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 195 (15/05/13).